

Loi de finances rectificative

Adoptée hier par simple formalité

Comme pressenti, le projet de loi de finances rectificative pour 2014 qui a été soumis aux députés dans le cadre de leur actuelle session extraordinaire, a été adopté sans problème hier. Une simple formalité, dira-t-on, car cette adoption s'est faite à l'unanimité des 118 députés présents et sans aucun amendement.



Jean Razafindravonona et son équipe ont trouvé les mots et arguments nécessaires pour faire passer leur projet de loi de finances rectificative face à des députés dont les compétences en la matière sont plus ou moins limitées.

Pour le gouvernement, la satisfaction ne peut qu'être générale, car ses représentants, en l'occurrence les techniciens du ministère des Finances et du Budget, conduits par leur premier responsable Jean Razafindravonona, n'ont eu aucun mal à expliquer les tenants et aboutissants du projet... mais non sans profiter plus ou moins de l'incompétence de la plupart de leurs vis-à-vis en la matière.

En effet, pour les questions techniques de ce genre, rares sont les députés qui en connaissent ou saisissent vraiment les enjeux. A l'image de leurs questions qui sont souvent à côté de la plaque pour se ramener à de sempiternelles revendications tout chant pour la plupart les états

délabrés des infrastructures, les demandes de services décentralisés, les problèmes liés à l'insécurité, la santé, l'éducation, et le taux jugé trop élevé des impôts (notamment des opérateurs du secteur privé).

Jean Razafindravonona y a répondu que ces points seront prioritaires... Sauf qu'il n'en a pas précisé leur réalisation.

En tout cas et s'agissant de financement, ce ne sera pas dans le cadre de la loi qui vient d'être adoptée. En attendant, il a tenu à rassurer les députés que toutes les remarques, propositions, revendications ont bien été notées ; le ministère des Finances et du Budget en fera une synthèse afin d'y apporter les réponses adéquates (notamment recherche de solutions, rapports aux ministères concernés ou

s'élèvent à 270,8 milliards d'ariary (dont 124,5 milliards perçus des Impôts et le reste des Douanes) ; Par rapport à la loi de finances initiale (LFI), le taux de croissance s'est stabilisé à 3% et le taux de pression fiscale a connu une légère hausse, 11,6%.

En ce qui concerne les déficits, une augmentation du déficit global est observée et ce dernier s'élève à 184,5 millions USD. Mais ce déficit sera financé par les appuis des partenaires techniques et financiers (UE : dons de 89 M ; BAD : prêts de 38,5 M ; BM : prêts de 40 M ; Japon : dons de 17 M).

Par ailleurs, sur le plan « orientation globale du budget », l'Etat veut instaurer un esprit libéral dans le cadre de la relance économique dont

ci-après les grandes lignes :

bonne gouvernance financière ; budgétaire, fiscale et légale ; promotion du Partenariat Public Privé et des investissements directs étrangers ; principe de gestion axée sur résultats des finances publiques.

Il est bon de noter que dans

le cadre de la répartition des

dépenses par Institution, les

budgets alloués ont, d'une

manière générale, connu une

hausse considérable.

Pour ce qui est des priorités

fixées dans la politique gé-

nérale de l'Etat (PGE), les

domaines du social (éducation et santé) et des infra-

structures seront prioritaires. A

titre d'exemple il est prévu un

recrutement de 1 200 élèves

gendarmes et de 10 000 maî-

tres FRAM.

Nandrianina

Adoption de la loi de finance rectificative

Les opérateurs malgaches râlent

La loi de finances rectificative 2014 a été passée en revue au Cst", rappelle-t-il. A vrai dire, cette loi est un copier coller de ce qui est à l'étranger, a-t-il poursuivi.

Cet élu a aussi divulgué les contradictions du régime en disant que "à Madagascar, il n'y a pas de code de télécommunication. On sort une loi sur la cybercriminalité alors qu'aucune loi ne

dimanana s'étonne de cette convocation parce que lors de la confection de cette loi, l'Etat ne les a pas convoqués alors qu'une fois au stade de l'adoption, l'Etat demande leur avis. Il a ironisé hier

Tsiray

Député Haja Ramaherijaona

Aucun code ne régit la télécommunication

Le député de Madagascar élu à Tsiranoanandidy, Haja Ramaherijaona était le président de la Commission Information, communication et télécommunication au sein du Conseil supérieur de la transition. Il insiste que la "cybercriminalité" n'est pas l'œuvre des parlementaires de la Transition. "Cette loi n'a jamais

Miandrivazo sont nombreuses. Même le Chef de région de Melaky a été le cible de trois attaques. Il a été tous jours sain et sauf. Moi aussi, si, j'ai failli laisser ma vie récemment". Les opérations "coup d'arrêt" doivent être menées dans toutes les zones rouges et non dans quelques zones seulement.

Tsiray

Yankees go to Madagascar, we can have a dream ! ...

Troisième et dernière journée aujourd'hui à Washington du premier sommet "Etats-Unis d'Amérique et Afrique". Et disons tout de suite qu'une mauvaise transmission des informations durant le week-end nous a induit en erreur, en soulignant dans notre précédente chronique d'avant-hier lundi que le défilé des Chefs d'Etat africains avait commencé 3 jours avant l'ouverture proprement dite du "Sommet" ! Or, il n'en fut rien, car les rencontres bilatérales n'étaient pas au programme : le Président Obama a rencontré collectivement les Chefs d'Etat africains (et malgache) dans l'un ou l'autre des "forums" thématiques organisés dans le cadre de cette grande première américano-africaine. Gageons toutefois que le Président US aura pu serrer la main de chacun d'entre eux au grand dîner officiel offert hier soir par le locataire de la Maison Blanche à ses hôtes.

Et Madagascar dans tout cela ? Eh bien, il faut reconnaître que notre Grande Ile a su doublement tirer son épingle du jeu, grâce d'abord au Président Rajoanarimanjina qui a été désigné porte-parole des pays africains au forum "Believe in Africa Day" ou "Journée de la Foi en l'Afrique", mais grâce aussi (et surtout) à l'opérateur économique Karano-malgache Bouka Zouza, Pdg du Groupe (bien connu) VIMA qui a brillé de mille feux au forum "US-Africa Business", en y étant l'unique représentant du secteur privé à Madagascar. Car celui-ci a pu à cette occasion déployer tout son talent pour faire valoir les opportunités d'investissements dans la Grande Ile ! A vrai dire, nos deux intervenants ont chacun brillé de leur côté. Le Président Rajoanarimanjina a excellé comme toujours dans l'évocation des lieux communs tels que la sécurisation des investissements par l'adoption de mesures incitatives et attractives, la bonne gouvernance, l'Etat de droit, voire la réconciliation nationale, la décentralisation...

Mais pour ce qui est par exemple du cas de la réconciliation nationale toujours déclarée sur le mode incantatoire, le Président malgache risque d'être rattrapé par la réalité en rentrant au pays. Non seulement par le problème (toujours non résolu) du retour de Marc Ravalomanana au pays, alors que ce dernier n'en finit pas de piaffer d'impatience, voire commence à hausser le ton et n'est pas près de Decolérer "parce que l'exécutif malgache n'a pas tenu ses promesses..." mais aussi par l'entrée tonitruante en scène du FFKM (Conseil Océanique des Eglises), qui a damé le pion à la Commission nationale de Réconciliation (CRN) ou le sigle malgache FFM). Il est temps que le Chef de l'Etat fasse montre concrètement de volonté politique réelle pour amener la réconciliation, d'autant que - pour en revenir aux Américains - les USA sont pointilleux sur le retour des exilés politiques dont celui de Ravalomanana qui est leur "Chou-Chou" inavoué !

Pour en revenir au Pdg de Vima, son intervention aurait été également suivie avec beaucoup d'intérêt par les grands groupes d'affaires US qui ont pu ainsi apprendre les potentialités de Madagascar et les besoins urgents d'infrastructures dans la Grande Ile. Etaient présents à ce forum "US-Africa Business" les hautes autorités politiques américaines dont le Président Barack Obama, des Chefs d'Etat africains dont le Président Rajoanarimanjina, des chefs d'entreprises prestigieuses américaines (telles que Ford, IBM, Caterpillar etc.) et bien entendu des opérateurs économiques africains. A noter que Mr Bouka Zouza est bien connu des Américains pour avoir été sélectionné en 2010 afin de représenter Madagascar au "premier sommet de l'Entrepreneuriat" organisé alors par le président Obama himself ! C'est à se demander si, un jour, la composition du gouvernement malgache ne gagnerait pas en efficacité ou en performances en y intégrant diverses communautés comme en Afrique du sud ou au Kenya. Les Américains viendraient alors à (go to) Madagascar qui pourrait ainsi bénéficier d'un pourcentage non négligeable du pactole de 14 milliards de dollars promis par Obama aux Africains, afin de combler le retard des "States" par rapport à l'Europe et (surtout) à la Chine ! Mais à l'instar de feu Martin Luther King, "we can have a dream" ! ... (on peut toujours rêver ! ...).

Mbela-Zihra

Bendanyngy
du Ta cot
Am Bolo